

6.4 Vie citoyenne

En France métropolitaine en 2019-2020, 56 % des **immigrés** âgés de 18 à 59 ans vivant en **logement ordinaire** ont la nationalité française ou celle d'un pays de l'Union européenne (UE) à 28, et peuvent donc être inscrits sur les listes électorales. Parmi eux, 56 % déclarent l'être, contre 87 % des personnes sans ascendance migratoire ► **figure 1**. Les immigrés d'Asie (81 %) et d'Afrique (74 %) sont bien plus nombreux à déclarer être inscrits sur les listes électorales que ceux de l'UE à 27 (31 %) : parmi ces derniers, près de quatre sur cinq n'ont pas la nationalité française, et ne peuvent donc participer qu'aux élections européennes et municipales ; ils sont ainsi moins incités à s'inscrire que les immigrés naturalisés d'autres pays.

Les **descendants d'immigrés** ont pratiquement tous la nationalité française ou une autre nationalité européenne. 83 % déclarent être inscrits sur les listes électorales. Leurs taux d'inscription sont plutôt homogènes (de 79 % à 86 % selon l'origine), et proches de celui des personnes ni immigrées ni descendantes d'immigrés.

Parmi les personnes de 18 à 59 ans de nationalité française se déclarant inscrites sur les listes électorales, 85 % déclarent avoir voté au premier tour de l'élection présidentielle en 2017. La participation est un peu plus faible pour les immigrés (82 %) et encore plus pour les descendants d'immigrés (79 %). Elle varie selon l'origine : 62 % des descendants d'immigrés d'Afrique guinéenne ou centrale déclarent avoir voté, contre 85 % de ceux d'Europe du Sud et 86 % de ceux du reste de l'UE à 27. Ces différences s'expliquent en partie par des différences d'âge moyen ► **fiche 1.3**, la participation aux élections augmentant avec l'âge. Aux élections européennes de 2019, la participation déclarée est moindre aussi bien pour les personnes sans ascendance migratoire (61 %) que pour les immigrés (58 %) et descendants d'immigrés (53 %).

Outre le vote, la mobilisation citoyenne peut prendre d'autres formes, telles que l'acte

de signer une pétition, de participer à une manifestation ou de faire grève. 31 % de l'ensemble de la population de 18 à 59 ans a entrepris au moins une de ces actions dans les douze derniers mois : 25 % ont signé une pétition, 9 % ont participé à une manifestation légale et 6 % ont fait grève. Ces modes de mobilisation sont moins fréquents chez les immigrés : 17 % ont effectué une des trois actions, avec la mobilisation la plus faible chez les immigrés d'Asie (11 %), en particulier ceux de Chine (4 %). Les descendants d'immigrés adoptent plus fréquemment ces modes de mobilisation (30 %), en particulier ceux d'Europe hors UE à 27 (37 %). Contrairement à la participation électorale, ces autres modes de mobilisation diminuent avec l'âge : 32 % des personnes de 18 à 30 ans ont manifesté, signé une pétition ou fait grève au cours des douze derniers mois, contre 25 % des personnes de 50 à 59 ans.

Les immigrés font plus confiance aux institutions françaises que la population sans ascendance migratoire : 81 % ont répondu avoir « tout à fait confiance » ou « plutôt confiance » en la police (contre 75 % des personnes ni immigrées ni descendantes d'immigrés), 79 % en la justice (contre 63 %) et 87 % en l'école (contre 82 %) ► **figure 2**. Cependant, ils sont également un peu plus nombreux à ne pas savoir répondre ou à refuser de répondre à ces questions. Si la confiance en l'école reste importante à la deuxième génération (83 %), elle est moindre en la police (67 %) et la justice (63 %), en particulier pour les descendants d'immigrés d'Afrique subsaharienne : 47 % de ceux d'Afrique sahélienne et 48 % de ceux d'Afrique centrale ou guinéenne disent faire confiance à la justice, et ces proportions sont respectivement de 42 % et 47 % pour la confiance en la police. Ceux-ci sont par ailleurs les plus souvent confrontés à la police : alors que 21 % de la population déclare avoir connu au moins un contrôle d'identité dans les douze derniers mois, c'est le cas de 34 % des descendants d'immigrés d'Afrique sahélienne et de 29 % de ceux d'Afrique guinéenne ou centrale. ●

► Définitions

Immigrés, logement ordinaire, descendants d'immigrés : voir *Glossaire*.

► 1. Participation électorale des personnes de nationalité française ou européenne

en %

	Inscrits sur les listes électorales en France	Parmi les inscrits sur listes électorales, a voté	
		Au 1 ^{er} tour de l'élection présidentielle en 2017 ¹	Aux élections européennes en 2019
Immigrés, dont :	56	82	58
Algérie	78	83	53
Maroc, Tunisie	73	82	57
Afrique sahélienne	76	81	65
Afrique guinéenne ou centrale	81	75	60
Asie du Sud-Est	83	87	56
Turquie, Moyen-Orient	82	88	57
Chine	63	81	57
Europe du Sud	29	88	61
Autres pays de l'UE27	33	81	64
Descendants d'immigrés, dont :	83	79	53
Algérie	83	77	50
Maroc, Tunisie	85	77	48
Afrique sahélienne	79	73	43
Afrique guinéenne ou centrale	80	62	42
Asie du Sud-Est	82	74	42
Turquie, Moyen-Orient	84	69	43
Europe du Sud	82	85	62
Autres pays de l'UE27	86	86	62
Ni immigrés ni descendants d'immigrés	87	86	61
18 à 30 ans	79	70	44
31 à 40 ans	83	88	55
41 à 50 ans	85	92	68
51 à 59 ans	89	92	72
Ensemble	84	85	60

¹ Parmi ceux ayant la nationalité française.

Note : l'inscription sur les listes et la participation électorales mesurées ici sont issues de déclarations individuelles dans l'enquête Trajectoires et Origines 2 ; ces chiffres peuvent donc être différents de ceux issus du Répertoire électoral unique ou de l'enquête sur la participation électorale 2017 spécifiquement dédiée à ce thème.

Lecture : en 2019-2020, 56 % des immigrés ayant la nationalité française ou une autre nationalité de l'UE à 28 déclarent être inscrits sur les listes électorales en France. Parmi eux, 82 % de ceux ayant la nationalité française déclarent avoir voté au premier tour de l'élection présidentielle en 2017.

Champ : France métropolitaine, personnes âgées de 18 à 59 ans vivant en logement ordinaire et ayant la nationalité française ou une autre nationalité de l'UE à 28.

Sources : Ined-Insee, enquête Trajectoires et Origines 2 (2019-2020).

► 2. Confiance envers les institutions

en %

	Police		Justice		École	
	Immigrés	Descendants d'immigrés	Immigrés	Descendants d'immigrés	Immigrés	Descendants d'immigrés
Ensemble des immigrés et descendants d'immigrés, dont :	81	67	79	63	87	83
Algérie	82	63	83	63	91	82
Maroc, Tunisie	85	67	84	64	89	84
Afrique sahélienne	77	42	80	47	89	83
Afrique guinéenne ou centrale	76	47	77	48	90	75
Asie du Sud-Est	80	73	77	67	86	85
Turquie, Moyen-Orient	84	69	80	67	90	91
Chine	76	ns	76	ns	87	ns
Europe du Sud	81	77	73	63	84	83
Autres pays de l'UE27	84	77	76	64	80	80
Ni immigrés ni descendants d'immigrés	75		63		82	
Ensemble	76		65		82	

ns : non significatif, la taille des échantillons n'est pas suffisante pour une exploitation.

Note : sont considérées comme ayant confiance envers une institution les personnes ayant répondu avoir « tout à fait confiance » ou « plutôt confiance » envers celle-ci. Les proportions sont calculées sur l'ensemble des personnes, y compris celles qui n'ont pas souhaité répondre à ces questions ou n'ont pas su quoi répondre (entre 4 % et 7 % pour les immigrés, 2 % et 3 % pour leurs descendants et 1 % à 3 % pour le reste de la population).

Lecture : en 2019-2020, 81 % des immigrés ont déclaré avoir confiance envers la police en France.

Champ : France métropolitaine, personnes âgées de 18 à 59 ans vivant en logement ordinaire.

Sources : Ined-Insee, enquête Trajectoires et Origines 2 (2019-2020).